

Communiqué de presse de SUD-éducation Paris

CONTRE LA LOI SUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES, LE CPE ET LE CNE

La mobilisation s'amplifie de jour en jour, de manifestation en manifestation...

Mais le gouvernement affiche sa fermeté. Jusqu'où faudra-t-il aller ? Des partis d'extrême-droite envoient leurs milices bastonner les manifestants étudiants et lycéens. Les forces de police gazent et chargent les fins de manifs ; samedi un de nos camarades de SUD-PTT a été piétiné et matraqué lors de la charge policière place de la Nation, et nous apprenons aujourd'hui par un communiqué de SUD-PTT qu'il est dans le coma ! Nous dénonçons l'irresponsabilité du gouvernement, qui casse les droits sociaux les uns après les autres, qui pousse la jeunesse à la colère tous les 6 mois ; nous dénonçons la police qui comme l'an dernier lors du mouvement lycéen et comme en novembre lors des émeutes, organise des rafles massives et aveugles de manifestants. Nous ne devons pas laisser la jeunesse seule à se mobiliser contre les lois de ce gouvernement de casseurs. Il est urgent de se mobiliser le plus largement possible. Il nous paraît irresponsable que les confédérations syndicales retardent l'appel à la grève générale interprofessionnelle qui est nécessaire pour faire céder le gouvernement.

En réponse à la Coordination Nationale Etudiante de Dijon du 19 mars qui « appelle les organisations syndicales à se joindre à une manifestation centrale à Paris le jeudi 23 mars »,

SUD éducation Paris appelle les personnels de l'Education Nationale de l'Académie de Paris à la GREVE et à manifester jeudi 23 mars. Un préavis a été déposé par la Fédération SUD éducation. Avec les étudiants, nous appelons « à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE. »

Etudiants, lycéens, salariés du privé et du public soyons solidaires et unissons-nous pour gagner ensemble ce combat !

Paris, le 20 mars 2006